

Le FLN participera avec ses propres listes aux prochaines élections

Ould Abbas n'exclut pas des alliances politiques, mais après les législatives

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 4037 - Dimanche 4 décembre 2016 - Prix : 10 DA

CAN-2017/ Algérie

Leekens mise sur «une bonne préparation»

Page 24



Deuxième journée du congrès national du MPA

Benyounes ambitionne la 1^{re} place aux prochaines élections

Page 2

Ce que vaut un accord de l'Opep

Par Mohamed Habili

L'accord de l'Opep dit d'Alger sur la réduction de la production, entériné tout dernièrement à Genève après bien des tractations et du suspense, n'est pas encore entré en application que le baril a déjà augmenté de quelque 10% de sa valeur. Voilà qui prouve qu'il n'y a plus que la rencontre, en quelque sorte consommée, d'une offre et d'une demande pour déterminer un prix, en général de quelque denrée que ce soit, mais plus particulièrement de celles qui sont d'un large usage, comme les hydrocarbures par exemple. En l'occurrence, c'est la spéculation qui n'a pas attendu que les quantités commencent effectivement à baisser sur les marchés pour commencer à pousser les prix à la hausse. Les économistes appellent ces hausses sans motifs réels, sur le moment en tout cas, des anticipations. Ce seraient elles qui amplifient les prix, à la hausse par des achats, à la baisse par des ventes, parce que les acteurs concernés, pour une raison ou pour une autre, ne vivent pas que dans le présent, ayant toujours plus qu'un regard, un pas déjà posé dans l'avenir. Pour renchérir, le baril n'a pas eu besoin de se raréfier si peu que ce soit, il a juste suffi que l'organisation contrôlant moins de 40% de la production mondiale annonce que ses membres ont décidé d'une baisse, du reste toute relative. Accord dont de plus on n'est même pas sûr qu'il sera respecté par tous ceux qui l'ont contracté. **Suite en page 3**

Sellal donne le coup d'envoi du Forum d'investissements et d'affaires

«L'Algérie appuiera toutes les opportunités de partenariats»



" L'Afrique est le continent de l'avenir, et celui des opportunités ". " L'Algérie appuiera toutes les opportunités de partenariats conclues durant cette rencontre, et ce afin de permettre leur concrétisation ", et par ricochet relancer la dynamique de l'économie en Afrique.

Page 2

En l'absence d'un plan national pour mieux les accompagner

La triste réalité des handicapés algériens

Page 3

Pour son second album «Amarezg-ik» (Nonchalant)

La chanteuse Taoues Arhab s'associe à Safy Boutella

Page 13

Sellal donne le coup d'envoi du Forum d'investissements et d'affaires

«L'Algérie appuiera toutes les opportunités de partenariats»

■ " L'Afrique est le continent de l'avenir, et celui des opportunités ". " L'Algérie appuiera toutes les opportunités de partenariats conclues durant cette rencontre, et ce afin de permettre leur concrétisation ", et par ricochet relancer la dynamique de l'économie en Afrique.



Ph/E. Soraya/J.A.

Par Lynda Naili

Ce sont là les déclarations faites hier par Abdelmalek Sellal, Premier ministre, lors de son allocution d'ouverture du Forum Africain d'Investissements et des Affaires qui se tient à Alger jusqu'au 5 décembre en cours. Insistant sur le caractère purement économique de ce Forum africain d'Investissements et d'Affaires, le premier ministre rappelle que s'attaquer aux racines des fléaux du terrorisme, de l'immigration clandestine et de la pauvreté qui infectent le continent demeurent les priorités des Etats et gouvernements africains. Pour y faire face, l'Afrique ne doit

compter que sur elle-même et sur ses capacités et ses atouts. Pour M. Sellal, le but étant de créer la richesse au profit des Africains, le rendez-vous d'Alger constitue l'opportunité idoine pour la mise en relation des investisseurs, des hommes d'affaires et tout autre acteur intervenant dans la chaîne de production et de commercialisation. Et d'estimer à ce propos que " l'Afrique doit s'imposer comme étant un acteur incontournable tant sur le plan politique qu'économique ". Pour ce faire, l'Afrique doit compter sur ses compétences afin d'engager une nouvelle dynamique et mettre en place de mécanismes et des dispositifs complémentaires, durables et reproductibles fonction-

nant en inter opérabilité. Et au Premier ministre de poursuivre que la principale cause de " notre faiblesse " est que " nous consommons ce que nous ne produisons pas ". Ce qui explique la déficience du commerce africain interne, en témoignent ces chiffres 40% des exportations africaines vont en Amérique du Nord, 60% vers l'Europe, argumente le Premier ministre. Il s'agit là selon lui d'un déséquilibre structurel dans le développement économique intra africain. Pour pallier cette situation, et en vue de relever les économies africaines, le Premier ministre appellera les investisseurs et les hommes d'affaires à la mise en place de nouveaux partenariats à intérêts mutuels.

Lesquels partenariats permettront d'une part la diversification de l'économie, et d'autre part la création d'une valeur ajoutée à même d'enclencher le développement socio-économiques des peuples africains. Dans ce contexte, Sellal affirmera que " L'Algérie appuiera toutes les opportunités de partenariats conclues durant cette rencontre, et ce afin de permettre leur concrétisation ", et par ricochet relancer la dynamique de l'économie en Afrique. Evoquant ainsi les efforts de l'Algérie pour la simplification et l'allègement des réglementations régissant les échanges économiques et commerciaux, l'amélioration du climat des affaires. Et à M. Sellal de rappeler les grands investis-

sements déjà consentis par l'Algérie en termes d'infrastructures de base telle que la Transsaharienne reliant Alger à Lagos (Nigéria), le Port centre Alger, les projets dans le domaine du numérique, l'énergie... Autant de domaines susceptibles de soutenir les projets d'investissements et de développement. D'autre part, lors de sa visite au Village des expositions, le Premier ministre s'est arrêté devant bon nombre de sociétés de production de divers secteurs. Appelant ces dernières à améliorer leur performance, il leur a recommandé d'aller vers " des financements extérieurs dans le cadre de leurs opérations d'exports ".

L.N.

Deuxième journée du congrès national du MPA

Benyounès ambitionne la 1^{re} place aux prochaines élections

«L' MPA ayant déjà été classé troisième place en tant que force politique du pays, lors des précédentes élections locales et législatives, vise d'abord à sauvegarder cette place si ce n'est d'ambitionner la deuxième et même la première place pour gagner les prochaines élections», a déclaré, hier, à Alger, le président du parti, Amara Benyounès. Dans une allocution faite à la clôture des travaux du premier congrès national de son parti, le président du Mouvement populaire algérien, Amara Benyounès, a clairement affiché ses ambitions politiques de convoiter la première place lors des prochaines élections locales et législatives de 2017. «Pour cela, nous allons choisir les meilleurs militants du parti, à travers les 48 wilayas, pour mener à bien le programme politique du changement démocratique ainsi que les suggestions que nous voulons pro-



Ph/E. Soraya/J.A.

poser au peuple. Des réformes profondes dans la gestion économique du pays sont à prendre en urgence. Certes, elles seront douloureuses pour l'ensemble des Algériens, mais indispen-

sables pour redresser l'équilibre économique du pays», a-t-il indiqué. «J'appelle tous les responsables dans le gouvernement, et sociétés industrielles à prendre des décisions courageuses pour

un avenir socio-économique moderne et garanti», a-t-il déclaré. A ce propos, Benyounès a insisté sur le fait que tout espoir de changer la conjoncture générale que vit le pays n'est autre que la voie de la démocratie. «Il faut que les citoyens votent et participent massivement aux élections car c'est en donnant leur avis sur le devenir du pays que les choses changent. D'ailleurs, le danger pour les prochaines élections est l'abstention et non autre chose», a-t-il laissé entendre lors d'une conférence de presse. Interrogé sur son éventuelle participation aux élections présidentielles, le président du MPA a répondu en disant que cela était trop prématuré pour se prononcer. Ajoutant qu'au vu des bouleversements qui vont être opérés sur la scène politique à l'avenir, le parti aura beaucoup de travail pour proposer les meilleures résolutions possibles dans l'inté-

rêt de tous et de la stabilité de la nation. Concernant la réorganisation du MPA, faisant de lui, parmi ces nouveaux changements, un président au lieu de secrétaire général, Benyounès a rappelé qu'il s'agissait juste d'une appellation dans le but de s'adapter aux normes modernes avec lesquelles on nomme les partis politiques, tel qu'on le fait dans les pays développés. Néanmoins, rien n'a changé pour ce qui est des prérogatives du parti, ni de son credo qui, pour rappel, sont l'union de tous les citoyens algériens pour une Algérie démocratique et moderne. Par ailleurs, le président du MPA, comme à son habitude, n'a pas manqué de réitérer son soutien au président de la République Abdelaziz Bouteflika, revenant ainsi sur tous les acquis qu'il a apportés à l'Algérie et ce, bien que beaucoup reste à faire.

Yacine Djadel

—Le FLN participera avec ses propres listes aux prochaines élections—

Ould Abbas n'exclut pas des alliances politiques, mais après les législatives

■ Le secrétaire général du Front de libération national, Djamel Ould Abbas, a écarté toute alliance avec d'autres formations politiques avant les législatives de 2017. Toutefois, il n'a pas exclu que des alliances politiques soient formées après ce rendez-vous électoral.

Par Nacera C.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une cérémonie à l'occasion de la Journée des handicapés tenue hier au siège central du parti à Hydra (Alger), le SG du FLN a indiqué que sa formation politique ne formera aucune alliance avec aucun parti avant les législatives de 2017. A ce propos, il a expliqué que son parti participera aux prochaines élections dans les 48 wilayas avec «ses propres listes».

Toutefois, Ould Abbas n'a pas exclu la possibilité de former des alliances politiques après les législatives, sans donner de détails sur les partis concernés avec qui le FLN pourrait se rapprocher sachant qu'il partage le soutien du Président Bouteflika et son programme avec plusieurs formations politiques, dont le Mouvement populaire algérien et le Rassemblement national démocratique qui est son grand rival dans les rendez-vous électoraux, notamment les législatives et les locales.

Le SG du vieux parti n'a pas expliqué si ces alliances auront lieu au niveau du Parlement, en cas d'absence de la majorité, ou durant les élections locales (Assemblée communales et Assemblées de wilaya) ? Celles-ci auront lieu juste après les échéances législatives. Ou seraient-ce des alliances comme celle de «l'alliance présidentielle» mais plus élargie, sachant que le parti défend la constitution d'un front intérieur comme recommandé par le chef de l'Etat.

Pour rappel, le FLN avait perdu la présidence de plusieurs

assemblées communales lors des élections locales de 2012 à cause, notamment, de l'article 80 du code électoral qui a permis la naissance des alliances contre nature. Pour les prochaines élections, cet article a été abrogé dans le cadre du récent amendement de la loi portant régime électoral.

Interrogé sur la conférence nationale du FLN, Ould Abbas a indiqué que ce congrès se tiendra dans la wilaya de Boumerdès avec plus de mille participants, et donnera lieu à des recommandations à même d'enrichir le programme électoral du parti.

Revenant sur la célébration de la Journée des handicapés, Ould Abbas a réitéré l'intérêt particulier qu'accorde le Président Bouteflika à la prise en charge optimale des personnes aux besoins spécifiques, rappelant, dans ce sens, les efforts consentis par l'Etat en faveur de cette catégorie de la société. La cérémonie qui s'est tenue hier au siège central du parti et organisée par des associations actives dans le domaine de la protection des droits des personnes handicapées, a été marquée par un hommage rendu à Ould Abbas «pour les efforts qu'il a déployés quand il était ministre de la Solidarité nationale», selon un communiqué du parti diffusé sur son site officiel.

Il est à noter que depuis son arrivée au FLN comme secrétaire général, le 22 septembre dernier, Ould Abbas a affiché sa stratégie pour assurer le triomphe du parti aux législatives de 2017 en ouvrant les portes du dialogue aux opposants de Saadani et ceux en colère durant



l'époque de Abdelaziz Belkhadem. A cet effet, il a pu rallier plusieurs cadres, dont l'expatréon de l'Assemblée populaire nationale, Abdelaiz Ziari, et l'ancien chef du groupe parlementaire, Ayachi Daadaoua.

Par la suite, Ould Abbas a consacré des séances d'écoute aux secrétaires des commissions de transition et les mouhafeds du parti. Des directives écrites ont été remises aux responsables des structures locales, portant notamment sur l'encouragement de l'adhésion aux rangs du parti et la préparation des prochaines échéances électorales. Ould Abbas a rappelé également à tous les militants et cadres du parti, la soumission à la discipline partisane tout en menaçant d'exclusion les indisciplinés, notamment l'usage de l'argent sale ou ce qui est appelé «la chkhara» lors des élections.

Ould Abbas avait réuni aussi les parlementaires du parti, des

membres du comité central et ceux du bureau politique, à qui il a tracé les lignes rouges et les perspectives du parti pour le prochain rendez-vous électoral, vu ses enjeux notamment pour les présidentielles de 2019. Il avait aussi rappelé aux députés le respect de la discipline partisane.

Le SG du FLN a réuni également hier le groupe parlementaire du Conseil de la nation de son parti. Une réunion qui intervenait à la veille de l'examen et débat du projet de loi de finances de 2017, adopté récemment par l'Assemblée populaire nationale. Lors des débats, des députés du FLN ont été pointés du doigt concernant leur soutien de l'augmentation des taxes dans ce projet de loi et leurs incidences sur le pouvoir d'achat des citoyens.

N. C

En l'absence d'un plan national pour mieux les accompagner La triste réalité des handicapés algériens

Les promesses pour prendre en charge les handicapés sont en décalage avec les discours rassurants des pouvoirs publics. Car le bilan reste des plus douloureux au regard de la situation de cette frange de la société et qui ne prête point à l'optimisme. La date du 3 décembre interpelle tout le monde à prendre conscience de la situation des handicapés en Algérie et faire un bilan de la situation réelle de cette frange de la société, souvent marginalisée dans sa vie quotidienne. Dans la société algérienne il existe d'énormes obstacles empêchant les personnes handicapées d'exercer leurs droits et libertés et de participer pleinement aux activités de la société. Les personnes handicapées sont confrontées à une discrimi-

nation directe ou indirecte par la société. Les lieux publics sont totalement inaccessibles aux personnes souffrant d'un handicap physique et ce, en dépit du fait que l'accès soit parfois garanti par la loi. Elles souffrent également de l'absence de reconnaissance des droits fondamentaux, à savoir l'éducation, l'accès au travail ainsi qu'à un revenu pour les personnes lourdement handicapées et dont les parents ont la charge. Chaque année, les associations qui agissent en faveur de cette frange de la société ont beau dénoncé leur situation, rien n'y fait. Entre les discours et promesses des ministres du Travail et de la Solidarité et les réalités vécues par les personnes en situation de handicap, l'écart ne cesse de se creuser. Les quelques timides

efforts des pouvoirs publics n'ont su venir à bout d'une forme d'exclusion sociale particulièrement cruelle. Les structures publiques demeurent toujours aussi inaccessibles, les infrastructures spécialisées gravement insuffisantes, les transports inadaptés... Leur insertion, l'encadrement, la scolarisation, l'intégration et la mise en place de structures adéquates restent insuffisants. Force est de constater aussi que l'esprit d'inclusion sociale porté n'a pas encore pénétré toutes les couches de notre société. L'accès à l'emploi et la promotion professionnelle sont freinés par le faible nombre de personnes handicapées qui bénéficient réellement des dispositifs de formation. Concernant le mode d'attribution de l'allocation, il reste en deçà

des aspirations de certains parents complètement démunis et du retard cumulé pour la perception de cette indemnité. L'amélioration des conditions de vie des handicapés est nécessaire pour garantir à ces personnes une compensation financière et l'amélioration de leur niveau de revenus pour favoriser leur participation réelle dans la vie sociale. En ce sens, une compensation en faveur de la personne handicapée doit être créée afin de l'éloigner du champ de l'assistance dans lequel elle est confinée. Cette compensation permet de couvrir les frais médicaux et les dépenses liées à son handicap. Comme pour la prise en charge des soins par la Sécurité sociale qui doit tenir compte des ressources de la personne. En l'ab-

LA QUESTION DU JOUR

Ce que vaut un accord de l'Opep

suite de la page Une

Sur ce point, d'ailleurs, on peut même être sûr d'avance que même respecté, de toute façon il ne le sera pas scrupuleusement et par tous. Comme il existe une statistique sur tout, il en est un qui indique dans quelle proportion un accord de l'Opep est en règle générale respecté par ses membres pris dans leur ensemble, c'est 70%. Parmi eux, il en est qui le respectent strictement, et d'autres qui font semblant de s'y conformer, mais qui en réalité trichent toutes les fois que l'occasion s'en présente. Un accord de cette organisation est réputé tenir dès lors qu'une partie de ses membres l'honorent et que d'autres prennent avec lui des libertés. A une condition, toutefois, à savoir que les membres qui le respectent soient les plus importants en termes de production. C'est l'un des rares cas où l'on ne voit pas la mauvaise monnaie chasser la bonne. Un accord de l'Opep tient par la droiture des plus gros producteurs de ses membres, à la tête desquels bien sûr l'Arabie saoudite. Chaque fois que la parole de l'Opep est engagée, en fait pour l'essentiel c'est sa parole à elle qui l'est. A tout seigneur tout honneur. En règle générale un accord est garanti par elle, soit, mais aussi par les autres pays du Golfe, dont l'Iran, encore que dans le cas d'espèce sa situation soit un peu particulière. Comme l'est aussi celle de l'Irak. De sorte que cette fois-ci plus que jamais c'est du respect ou non par l'Arabie saoudite et des autres monarchies du Golfe que va dépendre le sort de l'accord d'Alger. Comme elle a toujours respecté ses engagements en la matière, les chances sont grandes pour que cet accord tienne la route. Or il n'y a pas qu'elle pour garantir un accord passé au sein de l'Opep, il y a aussi la Russie, un aussi gros producteur qu'elle, non-membre cependant, qui a pour règle de conduite de s'aligner sur les décisions prises par l'Opep. Ses représentants n'étaient certes pas dans la salle où étaient réunis ceux des pays membres, mais chacun comprend bien que son implication a été déterminante dans le succès de la rencontre.

M. H.

sence d'un plan national pour mieux accompagner les personnes handicapées, notamment en allégeant les procédures administratives pour faciliter l'accès aux droits et aux aides destinées à cette frange vulnérable de la société, la situation des handicapés reste très précaire. Bien que la majorité des infrastructures soit récente, les espaces dédiés à cette frange de la population restent inexistantes. En Algérie, tout reste à faire pour faciliter l'insertion sociale des personnes à mobilité réduite.

Une filière en quête de stratégie

La production de lait en sensible baisse

■ La quantité de lait produite entre janvier et octobre de l'année en cours a atteint 76,6 millions de litres, avec une baisse de 9,6 millions de litres par rapport à la même période de l'année 2015.

Par Hamid F.

La production laitière enregistrée dans la wilaya de Constantine a connu une baisse «sensible» durant les 10 premiers mois de l'année 2016, par rapport à la même période de l'année précédente, a affirmé à l'APS le directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

La quantité de lait produite entre janvier et octobre de l'année en cours a atteint 76,6 millions de litres, avec une baisse de 9,6 millions de litres par rapport à la même période de l'année 2015, marquée par la réalisation d'une production de 86,2 millions de litres, a précisé le même responsable.

L'abandon d'un nombre d'éleveurs de vaches laitières de leur activité à cause de la cherté des aliments, la rareté des fourrages, l'apparition de la fièvre aphteuse parmi le cheptel bovin, au cours de ces deux dernières années, et la cherté du traitement, sont autant de facteurs qui ont contribué au recul de la production laitière, selon le même responsable.

La collecte du lait, l'autre créneau à réorganiser

Le nombre d'agriculteurs adhérents à la filière lait a diminué à 994 producteurs en 2016 contre 1 112 éleveurs recensés en 2015, selon le DSA qui a ajouté que la quantité de lait collectée a connu également une baisse au cours de ces dix derniers mois, avec un seuil ne dépassant pas les 25 millions de litres, contre 26,7 millions de litres collectés durant la même période de l'année dernière.

L'absence d'agrément sanitaires exigés aux éleveurs pour pouvoir accéder au réseau de la collecte, la persistance du réseau informel de collecte de lait et l'élevage traditionnel sont, de l'avis des professionnels de la filière, autant de «paramètres» à régler pour faire émerger un créneau créateur de richesse.

Le développement de la production du lait cru est au centre d'un programme que les services de la DSA qualifient «d'ambitieux» et qui s'articule autour d'une vaste campagne d'information sur les mécanismes de soutien mis en place par l'Etat aux adhérents au programme lait et l'extension des superficies réservées à la production fourragère estimées, actuellement, à 7 625 hectares dans une wilaya qui compte 8 926 têtes bovines dont 1 169 vaches laitières, constituent la «nouvelle feuille de route» des services agricoles de la wilaya.

Unités de transformation privées et publiques, la rude concurrence

Pour Ahmed Hemadi, directeur par intérim de l'unité publique de transformation laitière Numidia, les quantités de lait acheminées vers la laiterie demeurent «inférieures» aux besoins de cette dernière.

Numidia reçoit quotidiennement entre 20 000 et 25 000 litres de lait alors que ses besoins dépassent les 50 000 litres/jour, affirme le même responsable.

M. Hemadi avoue que la concurrence est «très rude» entre l'unique laiterie publique de la wilaya et les trois autres unités de transformation laitière, de statut privé, implantées dans la zone industrielle Palma, au chef lieu de wilaya et dans les communes d'Ain Smara et d'Ibn Badis.

«La flexibilité dans le système de paiement des producteurs de lait adoptée par les laiteries pri-



Ph.D. R.

voies encourage les éleveurs des vaches laitières à opter pour ces unités pour remettre leur production laitière», a-t-il soutenu.

Toutefois, affirme le même responsable, la laiterie Numidia ambitionne de «reconquérir» les producteurs de lait et mise sur son plan de développement, au titre de l'exercice 2017, pour se démarquer.

Le plan de développement de l'unité de transformation laitière Numidia prévoit l'octroi de crédits en faveur des éleveurs de vaches laitières, fournisseurs de matière première à cette unité pour l'acquisition de matériels de collecte et des équipements de traite et également pour des projets d'extension de leurs bâtiments d'élevage. Les mêmes

producteurs, ajoute M. Hemadi, bénéficieront aussi dans le cadre de ce plan de développement, de citernes de stockage, à titre de location et à des prix symboliques, dans l'objectif d'augmenter les quantités de lait acheminées à la laiterie.

H. F./APS

Colloque international à Tlemcen

La personnalité d'Ahmed Ben Bella revisitée



Plusieurs personnalités politiques, historiques et universitaires revisiteront, aujourd'hui et demain, à Tlemcen, lors d'un colloque international, la personnalité d'Ahmed Ben Bella dans ses dimensions nationale et internationale, organisé à l'occasion du centenaire de la naissance du 1^{er} président de l'Algérie indépendante.

Ainsi le D^r Mustapha Nouisser, de l'Université Alger 2, évoquera le parcours militant d'Ahmed Ben Bella durant la période 1949 à 1956 à travers des sources algériennes et arabes.

De son côté, le P^r Tramor Quemeneur, de l'Université de Coimbra (Portugal) s'intéressera au premier cas de piratage aérien avec le détournement par les forces françaises, en octobre 1956, de l'avion transportant des dirigeants de la Révolution et de leur incarcération jusqu'à l'indépendance.

L'ancien diplomate Othmane Saïdi abordera la personnalité du défunt président dans une communication intitulée «Ben Bella, tel que je l'ai connu». L'universitaire libanais Mouaïn Bechour évoquera, quant à

lui, le voyage effectué en 1997 par Ben Bella au Liban alors que l'historien Omar Carlier de l'université Paris 7 présentera une communication intitulée «Ben Bella et les luttes internes».

La dimension internationale du défunt président sera évoquée par le P^r Martin Evans, de l'Université du Sussex (Royaume-Uni) dans une conférence intitulée «Ben Bella, le politicien international 1945-1965».

Organisé par l'Université Abou Bakr Belkaid-Tlemcen, en collaboration avec la wilaya de Tlemcen, ce colloque de deux jours vise à mettre en valeur le parcours du président Ben Bella, sa contribution au mouvement national et à la guerre de libération, la stature de cet homme politique ainsi que ses contributions politiques, intellectuelles et humanitaires tant au niveau national qu'international. Les organisateurs de cette rencontre ont retenu plusieurs thèmes de réflexion concernant «Ben Bella, son environnement familial et social», «sa présence marquée dans le combat pour l'indépendance de l'Algérie, de l'approvisionnement des

maquis en armes à son enlèvement», «la construction de l'état algérien sous la présidence de Ben Bella» et enfin «sa dimension internationale et sa contribution dans les mouvements de paix et de libération nationale à travers le monde». En plus de cette rencontre scientifique et académique, les organisateurs ont prévu la mise sur pied d'une exposition de photos, d'inauguration d'une stèle commémorative, la baptismation au nom de Ben Bella de la bibliothèque de la faculté des sciences humaines et sociales de l'Université de Tlemcen. La fille du défunt président ainsi que les lauréats du concours du meilleur ouvrage sur la vie et l'œuvre d'Ahmed Ben Bella seront honorés à cette occasion.

Né le 25 décembre 1916 à Maghnia, dans la wilaya de Tlemcen, le défunt Ahmed Ben Bella s'est engagé dans le Mouvement national dès son jeune âge. Il a été membre dirigeant au sein du Parti du peuple algérien (PPA), puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et dirigeant de l'Organisation secrète. Et l'un des initiateurs de l'attaque de la Grande poste d'Oran, en 1949.

En octobre 1956, il a été kidnappé par les forces coloniales françaises avec un groupe de responsables de la Révolution, après le détournement de leur avion. Ce groupe restera emprisonné jusqu'au recouvrement de l'indépendance nationale.

Il sera le premier président de l'Algérie indépendante jusqu'au 19 juin 1965. Il consacra le reste de sa vie à la défense des causes justes à travers le monde en présidant notamment le Groupe des sages de l'Union africaine, chargé de la prévention et de la gestion des conflits en Afrique. Il décèdera le 11 avril 2012 à Alger, des suites d'une longue maladie.

Anis B.

Pétrole

Un prix du baril à 60 dollars sera dominant en 2017

■ La compagnie russe de pétrole, Lukoil, table sur un prix de pétrole à 60 dollars le baril environ en 2017, a indiqué son vice-président, Leonid Fedun. «Si nous analysons l'historique de telles opérations, dans une période de six mois les prix du pétrole augmenteront de 50%».

Par Amel B.

Au cours de la prochaine année, un prix à 60 dollars le baril sera dominant, a-t-il estimé, en livrant ses impressions sur la décision de l'Opep de réduire la production. Selon Fedun, une hausse des prix de 10 dollars augmentera de 2 milliards le bénéfice net de Lukoil. La compagnie Lukoil avait, rappelle-t-on, augmenté sa production de pétrole, y compris les projets internationaux, de 3,6% en 2015 à 100,7 millions de tonnes. L'année prochaine, la société prévoit de maintenir le volume de production en Russie au niveau de 86-88 millions de tonnes. Pour la période janvier-septembre 2016, Lukoil a réduit la production de brut de 7,9% en glissement annuel pour atteindre 69,301 millions de tonnes. Evoquant la réduction de 300 000 barils que va effectuer la Russie en 2017, Leonid Fedun a estimé que cette baisse ne provoquera aucun problème technique. «La Russie avait accueilli favorablement l'idée d'un gel, voire d'une réduction (ndlr, de la production pétrolière) ce qui, techniquement, ne posera pas de problèmes», a affirmé Fedun. «La Russie a traditionnellement suspendu la production de 150 000 barils en raison des réparations dites saisonnières. Un autre de 150 000 (de barils) est en pratique un petit nombre de projets avec un niveau de coupe d'eau élevé, qui diminuent le flux de trésorerie plutôt que de l'augmenter. Donc, il n'y aura aucun problème technique pour suspendre ces projets», a-t-il expliqué. La Russie commencera, après le premier trimestre de l'année prochaine, à réduire sa

production conformément à l'accord avec l'Opep, selon Fedun. «Les coupes pétrolières commencent en principe à partir du 1^{er} janvier. Mais, il est probable que les résultats n'apparaîtront qu'à partir du deuxième trimestre, surtout si l'on tient compte du fait que la Russie commence à couper quelque chose au deuxième trimestre», a-t-il déclaré. «La Russie va réellement diminuer la production. Auparavant, nous avions des projets d'augmenter la production de 200 000 barils/jour. Donc, c'est en vérité un demi-million de barils qui n'iront pas au marché. C'est une contribution substantielle», a déclaré le responsable de Lukoil. Mercredi dernier à Vienne, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole a décidé de réduire sa production de pétrole à 32,5 millions de barils/jour à partir du 1^{er} janvier 2017. Les pays de l'Opep vont réduire qu-

tidennement 1,2 million de barils environ. Un comité de contrôle présidé par le Koweït a été installé en vue de superviser la mise en application de l'accord aussi bien par les pays de l'Opep que non-Opep. Ce comité comprend des représentants de l'Algérie, du Venezuela et de deux pays non membres de l'Opep, dont probablement la Russie.

Hausse de 15% en trois séances

Le pétrole a monté, signant une troisième séance de hausse après l'annonce d'un accord de limitation de l'offre au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a gagné 62 cents à 51,68 dollars sur le contrat pour livraison en janvier au New York Mercantile Exchange (Nymex).

«On continue à réagir favorablement à l'accord de l'Opep (...) qui a provoqué une hausse majeure des cours, mais on commence à rencontrer de la résistance», a résumé Bart Melek, de TD Securities. En trois séances, les cours ont pris environ 15%, les investisseurs se félicitant d'un accord d'une ampleur jugée largement inespérée: à compter du 1^{er} janvier, l'Opep veut réduire sa production de 1,2 million de barils par jour (mbj). Maintenant, «le marché pétrolier se laisse gagner par des échanges plus tranquilles (...) comme se dissipent les vagues créées par les annonces de l'Opep», a écrit Tim Evans, de Citi. Les cours ont d'ailleurs connu un début de journée hésitant, s'orientant dans le rouge sous le coup de prises de bénéfices, mais se sont finalement redressés.

A. B./Agences



Ph. > D. R.

Stockage de produits agricoles

Une nouvelle unité bientôt opérationnelle à Ouargla

Une nouvelle unité de stockage de produits agricoles, d'une capacité de 4 000 m³, entrera bientôt en activité dans la daïra de Sidi-Khouiled (est de Ouargla), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Fruit d'un investissement privé, ce projet contribuera à consolider les capacités locales en matière de stockage de produits agricoles, notamment les produits d'origine végétale (fruits et légumes), précise-t-on. Réalisée sur une superficie totale de 2 500 m² au niveau de la zone d'activités de la commune de Sidi-Khouiled, la nouvelle unité, composée d'une série de chambres froides dotées des installations et commodités requises, sera renforcée, dans la deuxième phase de projet, par une fabrique de conditionnement de produits agricoles, a-t-on fait savoir. Cet investissement «ambitieux» générera, une fois opérationnel, environ 28 emplois directs, dont des administratifs, ouvriers et techni-

ciens, en plus de nombreux emplois indirects, a-t-on ajouté. Selon le directeur de wilaya de l'industrie et des mines (DIM), Abdelaziz Harrouz, la daïra de Sidi-Khouiled compte actuellement un total de 367 projets, répartis sur le territoire de la commune du chef-lieu (38 projets) et de celles de Hassi-Benabdallah (100) et Ain El-Beida (229). Ces projets sont versés dans différents créneaux économiques, notamment l'industrie, l'industrie agroalimentaire, la construction de matériaux de construction, l'habitat et la promotion immobilière, et le tourisme, a précisé M. Harrouz, ajoutant que la majorité de ces projets n'ont pas encore été mis en chantier. Le DIM a fait savoir, en outre, que des mises en demeure ont été adressées aux bénéficiaires concernés au titre de l'opération d'assainissement des listes des bénéficiaires du foncier industriel, lancée au début de l'année en cours. Le wali de Ouargla, Abdekader

Djellaoui, avait, lors d'une récente intervention concernant cette question, insisté sur l'importance de poursuivre l'opération d'assainissement pour récupérer l'assiette foncière non-exploitée et qui avait attribuée, entre 2011 et 2015, par l'ex-Comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement, et de la régularisation du foncier (Calpiref). Au total, 1 596 hectares ont été octroyés par le Calpiref, durant la période précitée, pour réaliser 883 projets d'investissements dans les 21 communes que compte la wilaya de Ouargla, totalisant un volume d'investissement estimé à plus de 251 milliards DA, sachant que le nombre de projets entrés en activité reste encore «faible», moins d'une vingtaine, comparativement aux facilités et avantages accordés par l'Etat aux investisseurs, signale-t-on à la DIM.

Souad H./APS

Changes L'euro se stabilise face au dollar, marché prudent

L'EURO se stabilisait face au dollar, les chiffres de l'emploi américain n'imprimant pas de direction à un marché prudent avant le référendum en Italie aujourd'hui. Vers 19h00 GMT, l'euro valait 1,0658 dollar contre 1,0661 dollar jeudi vers 22h00 GMT. La monnaie unique européenne baissait face à la monnaie nippone, à 121,18 yens contre 121,65 yens jeudi soir. Le dollar aussi perdait du terrain face à la devise japonaise, à 113,70 yens contre 114,11 yens la veille au soir.

Aux Etats-Unis, la baisse du chômage à 4,6% en novembre, son plus bas niveau depuis août 2007, n'a guère apporté de soutien au billet vert car elle s'expliquait en partie par une érosion de la population active. La première économie mondiale a par ailleurs créé 178 000 emplois de plus qu'elle n'en a détruits, ce qui correspond à peu près aux attentes du marché, et le salaire horaire a décliné pour la première fois depuis deux ans. «Les chiffres américains sont solides mais peut-être pas autant que certains l'espéraient après les estimations publiées par ADP mercredi», a expliqué Omer Esiner de Commonwealth Foreign Exchange. La société de services informatiques ADP avait fait état en milieu de semaine d'une hausse très importante des créations d'emplois dans le secteur privé. Plus généralement, les cambistes ajustaient leurs portefeuilles à deux jours du référendum italien sur une réforme constitutionnelle. Une victoire du non pourrait jeter un voile sur l'avenir politique du Premier ministre italien, Matteo Renzi, qui avait dans un premier temps mis sa démission en jeu avant de faire marche arrière, et servir de tremplin aux populistes du Mouvement Cinq étoiles.

«L'issue du scrutin devrait être génératrice de forts mouvements de l'euro», a avancé Joe Manimbo de Western Union, qui voyait une potentielle victoire du non comme négative pour la monnaie unique.

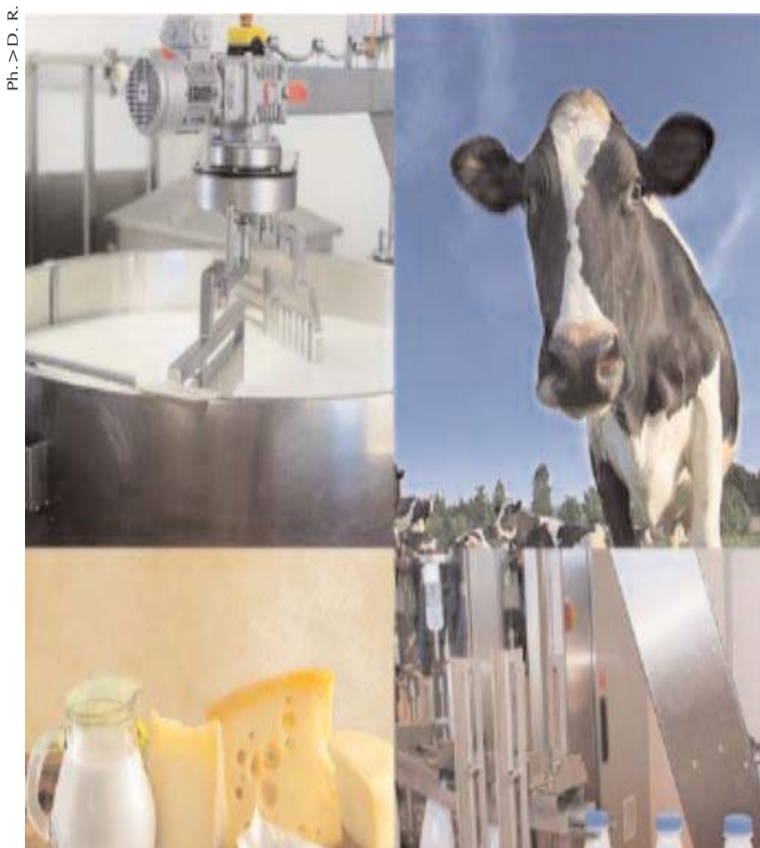
De son côté, la livre britannique restait soutenue vendredi par un regain d'espoir d'un Brexit «allégé» au lendemain de commentaires du ministre britannique en charge de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE). David Davis, a déclaré jeudi que le Royaume-Uni pourrait envisager de payer pour conserver un accès au marché unique après sa sortie de l'UE.

R.E.

Ain Defla

La faiblesse de la collecte, un frein au développement de la filière laitière

■ En dépit de son statut de «bassin laitier» de premier plan, Aïn Defla peine à développer cette filière en raison notamment du «faible taux» de collecte de ce produit stratégique, signalé depuis de nombreuses années.



Par Ali T.

Selon la direction locale des services agricoles (DSA), seuls 8,81 millions de litres de lait ont été collectés en 2015, soit 13% de la production réalisée (66,23 millions de litres), une situation on ne peut plus révélatrice du déficit enregistré dans ce

domaine. Au moment où la tutelle s'emploie à dynamiser la filière lait à la faveur notamment de mesures incitatives au profit des éleveurs, force est de constater que la faiblesse de la collecte empêche tout véritable «décollage» du secteur, exacerbant la tension sur ce produit de large consommation.

L'«emprise» des maquignons

Faisant état de 7 000 éleveurs bovins recensés sur le territoire de la wilaya, dont 100 agréés, le chargé des statistiques de la DSA de Aïn Defla a imputé la non collecte d'au moins 60% de la production laitière de la wilaya à la «présence de nombreux maquignons au sein de cette corporation». «Il est clair que pour nombre d'éleveurs, seul l'aspect commercial des choses a droit de cité», soutient Amar Saâdi, affirmant que ces derniers s'empressent de vendre leurs cheptels à peine les premiers signes d'«essoufflement» apparus. Plusieurs autres facteurs s'ajoutent à celui qui précède, notamment ceux liés aux problèmes fonciers des éleveurs (9,3%), à la vente directe aux crémeries (6,2%) et à la non livraison du lait aux centres de collecte pour des raisons liées aux traditions (3,1%), a-t-il détaillé. «Pour le lait, les choses se présentent évidemment de manière «plus compliquée» comparativement à d'autres créneaux tels que la pomme de terre», a-t-il observé, mettant en évidence l'importance des infrastructures de base, à l'instar notamment des bâtiments d'élevage. Pour ce responsable, le «déclivage» escompté ne pourra

avoir lieu sans l'élargissement du partenariat public-privé (fermes pilotes et terre privées de l'Etat) dans le domaine de la réalisation d'étables modernes de grandes capacités. Le «salut» pourrait également intervenir si, dans le cadre de l'investissement agro-industriel, la priorité est accordée aux opérateurs optant pour la production de l'aliment de bétail (maïs, luzerne), a-t-il ajouté.

Absence d'aires d'élevage et cherté des aliments

Pour Abbas Boukira Mokhfi, un éleveur activant à Khémis Miliana, les problèmes dans lesquels se débat la filière y compris le volet lié à la collecte s'expliquent par l'absence de suivi des établissements agricoles collectifs (EAC) ayant bénéficié par le passé de vaches laitières. En outre, la difficulté d'approvisionnement en aliments de bétail caractérisés par la cherté de leurs prix a contraint nombre d'éleveurs à vendre leurs vaches, a-t-il fait remarquer, relevant que cet état de fait a grandement influé sur la production. Abordant le problème du foncier, il a noté qu'à l'exception des fermes pilotes, 90% des éleveurs de la wilaya sont hors sols, c'est-à-dire qu'ils ne disposent pas de terrain pour s'adonner à leurs

activités, affirmant que la cherté de la location (50 000 DA l'hectare parfois) fait dissuader les plus téméraires d'entre eux. Pour cet éleveur averti (il a présidé aux destinées de l'association des éleveurs laitiers de la wilaya de Aïn Defla pendant plus de 20 ans), le litre de lait ne peut, dans les conditions actuelles, être cédé à moins de 70 DA, sachant que les charges de la même quantité (1 L) s'élèvent à 60 DA. «Si je travaille à perte, comment pourrais-je remplacer une vache vieillissante ou accroître mon investissement?», s'est-il interrogé, déplorant dans la foulée la suppression de l'aide (60 000 DA) accordée par le passé à l'élevage d'une génisse. «Ce qui a été réalisé à Aïn Defla pour la pomme de terre (2^e position à l'échelle nationale en matière de production) peut l'être pour le lait pour peu que la filière soit optimisée en «tous points de vue», a-t-il assuré.

A. T./APS

Blida

Attribution fin 2016 de 1 800 logements publics locatifs

Au moins 1 800 logements publics locatifs (LPL) seront attribués à travers la wilaya de Blida avant fin 2016, a-t-on appris de la directrice locale de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Une part léonine des logements, prévus à l'attribution, revient à la région Est de la wilaya, soit 500 unités à Meftah, 550 à Soumâa et 450 à Chebli, alors que 50 autres LPL seront attribués dans chacune des communes de Mouzaia et d'Aïn Romana, à l'ouest de Blida, a indiqué Fariza Aoudia. La wilaya de Blida a attribué, depuis début 2016, plus de 2 650 LPL, dont 1 200 unités à la cité Mâaif d'Oued Djer, dans la daïra d'El Affroune, 1 270 à Larbâa et 180 à Aïn Romana (daïra de

Mouzaia). Par ailleurs, le wali Abdelkader Bouazghi a procédé, mercredi, au lancement du chantier de réalisation de 4 450 LPL, à la cité Safsaf, dans les hauteurs de la daïra de Meftah. Ce quota de logements était initialement prévu dans de nombreuses communes de Blida, avant son implantation sur ce site pour manque de foncier, a-t-on indiqué sur place. Le programme de logement, implanté sur un site de 37 ha, a été confié à une entreprise turque qui a déjà réalisé de nombreux logements à Larbâa. Le projet, doté d'une enveloppe de 12 milliards DA, englobe la réalisation de 137 immeubles de neuf étages chacun, avec des locaux commerciaux, parallèlement à trois CEM, deux lycées et

des surfaces vertes. Sur place, le wali s'est engagé à indemniser «dans les plus brefs délais» les propriétaires terriens expropriés, au titre de ce projet. Il a également instruit les parties concernées à raccorder cet ensemble urbain aux réseaux divers, parallèlement aux travaux de réalisation, en vue de sa livraison «en décembre 2019», tout en recommandant, aussi, le lancement des travaux de la voie de raccordement de ce projet à la cité Sidi Hamad. Cet ensemble urbain fait partie d'un programme de 10 000 unités de logement, prévues à la réalisation sur une assiette de 150 ha de la cité Safsaf, dont 3 500 unités AADL.

Selma N.

Ouargla

Plus de 1,04 million de quintaux de dattes récoltés

Une quantité d'au moins 1 049 891 quintaux de dattes a été récoltée jusqu'ici à travers la wilaya de Ouargla, dans le cadre de l'actuelle campagne de cueillette, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte se répartit entre les variétés Deglet Nour (421 891 qx), Ghers (524 000 qx) et autres (104 000 qx), a-t-on précisé. Selon les prévisions de la DSA, la production de dattes devrait dépasser cette année la récolte précédente, à considérer notamment l'entrée en phase de production de quelque 50 635 nouveaux pal-

miers, a-t-on estimé. Le soutien de l'Etat aux agriculteurs pour l'extension des superficies dédiées à la phœniciculture, les actions de vulgarisation agricole menées par les cadres de la DSA et portant sur les voies et moyens d'accroissement des rendements et les opérations de protection phytosanitaire des palmiers et de lutte contre le Boufaroua et le Myelois, contribuent à cette hausse attendue de la récolte, selon la même source. L'an dernier, la wilaya de Ouargla avait enregistré une production de dattes de l'ordre de 1 466 776 quintaux, dont 845 815 qx de varié-

té supérieure Deglet-Nour, 526 198 qx de Ghers et 94 763 qx d'autres variétés, a-t-on rappelé à la DSA. La superficie globale consacrée à la phœniciculture dans la wilaya de Ouargla est de 23 842 hectares, avec un effectif de 2 614 363 palmiers, dont 2 131 705 palmiers productifs, a-t-on fait avoir. La variété Deglet Nour vient en tête des palmiers productifs (1 126 303 unités), suivie des variétés Ghers et dattes communes (869 625), et la Degla-Beida (135 777 palmiers), d'après les données de la DSA.

Said F./Agences

El Tarf 500 millions DA consacrés à la recherche scientifique ces 5 dernières années

UNE ENVELOPPE financière de l'ordre de 500 millions de dinars a été consacrée, ces cinq dernières années, au financement des travaux des neuf laboratoires dédiés à la recherche scientifique au niveau de la wilaya d'El Tarf, a-t-on appris auprès du recteur de l'université Chadli-Bendjedid. Alloué par la Direction générale de la recherche scientifique et le développement technologique (Dgrsd), ce montant a été consacré au développement de la recherche scientifique dans ces laboratoires mobilisant plus de 100 enseignants-chercheurs, a ajouté M. Rachid Siab. Il a, dans ce contexte, ajouté que ces laboratoires ont été dotés d'équipements nécessaires à la mise en œuvre des projets de recherches divers, notamment ceux ayant trait à la biologie et les sciences techniques. Les laboratoires de recherche scientifique s'orienteront prochainement vers l'autofinancement dans le cadre d'une stratégie leur permettant de puiser leurs ressources à partir des prestations, a-t-on soutenu. Il est à rappeler que l'université d'El Tarf compte plus de 8 000 étudiants, répartis à travers ses six facultés.

R.R.

Libye

L'ONU appelle au calme à Tripoli après des combats inter-milices

■ L'ONU a appelé vendredi à la fin des combats entre milices rivales à Tripoli, où les violences dans la capitale libyenne ont fait au moins huit morts en vingt-quatre heures.

Par Mondji T.

« Il est tout à fait inacceptable que les groupes armés se battent pour faire valoir leur intérêt et leur influence, en particulier dans les zones résidentielles, terrorisant la population », a déploré l'émissaire de l'ONU pour la Libye Martin Kobler dans un communiqué. M. Kobler a indiqué être en contact avec les camps rivaux à Tripoli pour mettre fin aux violences. Les combats ont éclaté jeudi et se sont poursuivis vendredi dans la capitale où des tirs étaient entendus tout au long de la journée, tandis la plupart des habitants sont restés terrés chez eux. Selon une source de l'hôpital al-Khadhra à Tripoli, les combats ont fait au moins huit morts. Des affrontements quasi-quotidiens opposent ces groupes armés qui se livrent, depuis la chute du dirigeant de Mouammar Kaddafi en 2011, à une lutte d'influence empêchant les gouvernements successifs de rétablir l'ordre dans le pays. Livrée au chaos, la Libye est dotée depuis le 30 mars d'un gouvernement d'union nationale (GNA) censé rétablir l'autorité centrale et lutter contre les extrémistes du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (Daech/EI). Soutenu par la communauté internationale, cet exécutif d'union installé dans la capitale devait remplacer les deux «gouvernements» qui se disputaient le pouvoir en Libye



depuis près de deux ans, l'un basé dans l'Est et l'autre à Tripoli. Le GNA a échoué à asseoir son autorité, malgré le soutien de quelques milices. D'autres groupes armés lui sont hostiles et soutiennent l'ex-gouvernement de Tripoli de Khalifa Ghweil. Les causes des derniers affrontements n'ont pas été clairement établies. Mais des milices pro-GNA ont annoncé vendredi soir la fin d'une «opération» visant à chasser un groupe «d'extrémistes» qui avaient pris position dans une forêt entourant le complexe hôtelier Rixos que M. Ghweil occupe depuis la mi-octobre. Vendredi à Rome, le secrétaire d'Etat américain, John

Kerry, a assuré qu'aucune option militaire étrangère n'était sur la table en Libye, où la solution ne peut être que diplomatique.

Pas d'option militaire étrangère sur la table, assure John Kerry

Aucune option militaire étrangère n'est sur la table en Libye, où la solution ne peut être que diplomatique, a assuré vendredi le secrétaire d'Etat américain, John Kerry, alors que des combats font rage à Tripoli. «Nos outils sont la diplomatie, nous n'examinons aucune autre option», a affirmé M. Kerry à la presse à l'issue d'une rencontre

avec son homologue italien Paolo Gentiloni, alors que les violences entre milices rivales ont repris cette semaine dans la capitale libyenne. La diplomatie fait des progrès, a assuré M. Kerry, se disant «pas d'accord» avec M. Gentiloni pour qui les tractations en cours «n'ont pas encore produit de résultats». «Il y a eu un changement significatif au cours des derniers mois dans les efforts diplomatiques pour faire venir le général Haftar et le GNA (gouvernement d'union nationale à Tripoli) à la table des négociations», a expliqué M. Kerry. Le général Haftar, dont les forces contrôlent les ressources pétrolières du pays, ne reconnaît

pas le gouvernement du Premier ministre Fayez al-Sarraj à Tripoli. Il soutient en revanche le Parlement installé à Tobrouk (est). Des coups de feu et des explosions ont résonné ces derniers jours dans le sud de Tripoli, où des groupes armés se livrent depuis la chute de Mouammar Kaddafi en 2011 à une lutte d'influence qui sabre l'autorité des gouvernements, en l'absence d'une armée ou d'une police régulières. Interrogé sur la Syrie, M. Kerry s'est dit solidaire des «six millions de Syriens pris en otages par des ambitions individuelles» après avoir évoqué plus tôt lors d'une conférence l'«inexcusable carnage» en Syrie. En Syrie, «personne ne se résigne à la violence, à l'exception sans doute du régime» du président Bachar al-Assad, a encore dit le secrétaire d'Etat américain, assurant avoir évoqué ce pays avec son homologue russe Sergueï Lavrov, qu'il a rencontré vendredi à Rome. «J'en ai parlé au ministre Lavrov. Nous sommes très préoccupés par le désastre humanitaire à Alep», a-t-il souligné. «Il est absolument vital que les morts soient remplacés par des convois humanitaires». «Il y a quelques idées sur le moyen de progresser sur ce sujet. Nous allons continuer à travailler dans la discrétion», a encore expliqué M. Kerry, qui a aussi rencontré à Rome son homologue qatari, Mohamad Bin Abdulrahman Bin Jassim al-Thani. **M. T./APS**

«Station historique» du 8^e congrès des travailleurs sahraouis

Plus de 600 participants attendus

Plus de 520 délégués représentant différents secteurs sahraouis et de 100 participants venant des quatre coins du monde sont attendus au 8^e congrès de l'Union générale des travailleurs sahraouis de Sakiet El-Hamra et ouad-Edhab (UGTSARIO) qui s'est ouvert hier à Boudjedour, qualifié de «station historique» par les organisateurs. Le congrès qui porte le nom du «martyr Ibrahim Saika» se tiendra du 3 au 5 décembre à la wilaya de Boudjedour (camps des réfugiés) sous le slogan «la mobilisation de la main-d'œuvre pour imposer la souveraineté totale», a indiqué le secrétaire général de l'UGTSARIO, Mohamed Cheikh Mohammed Lehabib. «Ce rendez-vous important est une opportunité pour les délégués de trouver les moyens de relever les défis rencontrés par les travailleurs sahraouis, de tracer les stratégies de l'organisation pour les quatre années à venir et de mettre en place les plans d'action à même de promouvoir la situation des tra-

vailleurs sahraouis», a affirmé le responsable sahraoui dans une déclaration à l'APS à la veille de ce congrès. «Sera également l'occasion pour les congressistes de renouveler les instances de l'Union et d'élaborer un planning de travail et des actions à mener durant les quatre années à venir», a noté M. Mohamed Cheikh. Les participants aux assises, ajoute M. Mohamed Cheikh, «vont aborder et discuter des mécanismes permettant de protéger les travailleurs sahraouis dans les territoires occupés et de soutenir la résistance populaire face à la répression de l'occupant marocain», indiquant par ailleurs qu'«une délégation des territoires occupés sera présente à cet événement». «Plusieurs délégations étrangères, représentant des organisations mondiales participeront aux travaux du 8^e congrès de l'UGTSARIO», s'est félicité le secrétaire général de l'Union, précisant que «le syndicat sahraoui s'attend à une représentation massive des syndicats africains,

européens et américains». Le secrétaire général de l'UGTSARIO a affirmé, dans ce sens, que «la participation étrangère à ce 8^e congrès sera importante avec des délégations et des organisations syndicales venant de plusieurs pays, dont l'Algérie, le Brésil, l'Espagne, l'Argentine, le Portugal, le Venezuela, le Mexique, le Nigeria et de la France».

Une conférence internationale de soutien et de solidarité avec les travailleurs sahraouis

Une conférence internationale de solidarité avec les travailleurs sahraouis est prévue en marge des travaux du 8^e congrès de l'UGTSARIO, relève le responsable sahraoui. Cette conférence, la 7^e du genre, permettra de «faire la lumière sur la réalité des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara occi-

dental et les souffrances du peuple sahraoui», a-t-il soutenu, signalant que «les participants vont aborder dans leurs interventions la situation des Sahraouis dans les territoires occupés». «Elle sera également une occasion pour dénoncer toutes les formes de répression, de violence physique et verbale commises par les autorités d'occupation marocaines contre toute la population sahraouie notamment les travailleurs qui réclament le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a-t-il ajouté.

Station historique dans la lutte des Sahraouis

Le Comité préparatoire du 8^e congrès a tenu dimanche dernier une réunion pour examiner les préparatifs pour la tenue de ce congrès. Présidée par le responsable du Secrétariat national du Front Polisario, Hamma Salama, la réunion a examiné les

préparatifs pour la tenue du huitième congrès de l'Union générale des travailleurs sahraouis. A cette occasion, le Secrétaire général de l'Union des travailleurs sahraouis, Mohamed Cheikh Mohammed Lehabib, a souligné que «la réunion a enregistré avec satisfaction les progrès réalisés et la volonté de tous de contribuer pour la réussite de cette station historique». Pour rappel, lors de la 7^e édition du congrès, tenue en 2012, des syndicalistes de divers pays avaient exprimé leur solidarité avec les travailleurs et le peuple du Sahara occidental et rendu hommage à leur persévérance et leur détermination dans leur lutte pour leur indépendance. Des représentants d'organisations syndicales mondiales participant aux travaux du 7^e congrès de l'Union avaient réitéré leur engagement aux côtés des travailleurs sahraouis, notamment ceux se trouvant dans les territoires occupés.

G. H.



Gambie

Jammeh reconnaît sa défaite face à Barrow qui salue «une nouvelle Gambie»

■ Adama Barrow, vainqueur déclaré de l'élection présidentielle gambienne, a salué vendredi l'avènement d'«une nouvelle Gambie», après 22 ans de pouvoir.

Yahya Jammeh a reconnu sa défaite et félicité son adversaire, lui souhaitant bon vent. Selon les résultats du scrutin de jeudi publiés par la commission électorale, Yahya Jammeh s'est classé deuxième avec 36,6% des voix derrière Barrow, crédité de 45,5% des suffrages. Le troisième et dernier candidat en lice, Mama Kandeh, a drainé 17,8% des voix. La participation avoisinait les 65%. «Je déclare Adama Barrow légalement élu pour servir comme président de la République de Gambie», a proclamé le président de la Commission électorale, Aliou Momar Njie, devant la presse, appelant «à respecter la paix».

Arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1994, Yahya Jammeh avait été élu une première fois en 1996, puis largement réélu tous les cinq ans depuis. Il s'était dit certain d'une nouvelle victoire à la présidentielle de jeudi, et ses détracteurs lui prêtaient l'intention de n'accepter aucune autre issue. A la surprise générale, il a félicité Barrow par téléphone et reconnu sa défaite dans une déclaration télévisée vendredi

soir, sa première réaction depuis l'annonce des résultats. «Vous, Gambiens, avez décidé que je devais être en retrait, vous avez voté pour quelqu'un pour diriger le pays, (...) je vous souhaite le meilleur», a affirmé M. Jammeh, apparaissant en boubou blanc, filmé devant un bureau. Devant la caméra, il a ensuite téléphoné à son tombeur et l'a félicité : «Vous êtes le président élu de Gambie et je vous souhaite le meilleur». Quelques heures auparavant, Adama Barrow avait salué les derniers développements dans son pays, dans un entretien avec l'AFP à Kololi (environ 30 km de Banjul). «Le message pour les populations gambiennes : il est temps de se mettre au travail. C'est une nouvelle Gambie, une nouvelle attitude, pour le changement et le développement de notre pays», a poursuivi Barrow, un homme d'affaires encore inconnu sur la scène politique il y a six mois. Vendredi, de nombreux Gambiens ont salué sa victoire dans les rues à travers Banjul, sans intervention des forces de sécurité qui étaient déployées depuis tôt vendredi matin. Des jeunes ont pourtant été vus déchirant ou piétinant des banderoles et affiches à l'effigie de Jammeh. Le réseau internet et les communications téléphoniques internationales, qui avaient été coupés depuis mercredi soir afin d'empêcher la diffusion de résultats non officiels, ont été rétablis vendredi, a-t-on constaté. Quelque 890 000 électeurs, sur près de 2 millions d'ha-



bitants de ce pays enclavé dans le territoire sénégalais, hormis sa façade atlantique, étaient appelés jeudi aux urnes pour départager Yahya Jammeh, Adama Barrow et Mama Kandeh, tous âgés de 51 ans et nés en 1965, année de l'indépendance. Dans une déclaration commune vendredi soir, la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union africaine et l'ONU «félicitent le peuple gambien pour l'élection présidentielle pacifique, libre, juste et transparente». Elles saluent également «Yahya Jammeh pour avoir gracieusement reconnu sa défaite et Adama Barrow pour sa victoire», selon ce texte publié par la Cédéao. Quelques heures après sa déclaration télévisée, les États-Unis ont également salué le respect par Jammeh de

«la volonté du peuple». Auparavant, le porte-parole de la diplomatie américaine John Kirby avait rendu hommage aux Gambiens «pour leur engagement envers un processus démocratique pacifique et la primauté du droit». Human Rights Watch

(HRW), a aussi complimenté «le déroulement du scrutin sans violence ni ingérence politique manifeste», représentant «une victoire pour la démocratie dans un pays qui en a longtemps été privé». Elle a invité les forces de sécurité à continuer «de faire respecter les droits humains et l'État de droit». Selon des analystes et l'opposition, c'était la première fois que le régime de Jammeh, qui a survécu à de nombreuses tentatives de coup d'État, était sérieusement menacé par un scrutin, au terme d'une campagne marquée par l'expression d'un pluralisme inhabituel. Malgré la répression, la parole se libérait depuis des manifestations en avril pour réclamer des réformes politiques, puis pour dénoncer la mort en détention d'un opposant et la condamnation en juillet à trois ans de prison d'une trentaine de participants à ces rassemblements, dont le chef de l'opposition, Ousainou Darboe.



Points chauds

Accomplissements

Par Fouzia Mahmoudi

Durant ses huit années de présidence à la tête de l'empire américain Barack Obama a eu à gérer de nombreux sérieux et importants dossiers. Certains d'entre eux concernant la politique interne de son pays, tels que la mise en place, partielle, de l'aide médicale accessible au plus grand nombre, et d'autres se déroulant sur le plan international. Et si beaucoup se sont soldés par des échecs, tels que la guerre en Syrie dont a résulté le mouvement terroriste de l'État Islamique ou la résolution du conflit au Proche-Orient, entre autres, Obama peut tout de même se targuer d'avoir mené à bien quelques-uns des ces dossiers sensibles. Parmi eux, l'amorce d'un dégel des plus attendus avec Cuba ou encore la mise en place d'un accord historique avec l'Iran sur le nucléaire. Ce dernier accord a d'ailleurs été la raison pour beaucoup de «frictions» entre le président démocrate et des alliés israéliens qui n'ont pas apprécié le début d'une normalisation des relations avec Téhéran. Mais ils n'avaient pas tant à s'en faire au vu des rapports toujours difficiles entre Washington et l'Iran. Et cela a encore été confirmé cette semaine après la décision du Sénat américain qui a reconduit pour dix ans les sanctions à l'encontre de Téhéran. Pour le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, cette décision montre que les États-Unis ne respectent pas leurs engagements. Les sénateurs se sont prononcés jeudi à l'unanimité pour la prorogation de l'Iran Sanction Act (ISA), qui avait été approuvée en novembre par la Chambre des représentants. La République islamique a promis des représailles après ce vote qu'elle juge contraire à l'accord conclu en juillet 2015 avec les grandes puissances, qui prévoit l'encadrement de son programme nucléaire en échange d'une levée progressive des sanctions. «La prolongation des sanctions imposées à l'Iran montre à la communauté internationale que les États-Unis ne sont pas fiables. L'Amérique va à l'encontre de ses engagements», a estimé le chef de la diplomatie qui effectue une visite en Inde, rapporte la télévision publique. L'administration américaine assure que l'ISA nouvelle version ne contrevient pas à l'accord de juillet 2015. Barack Obama devrait le promulguer, bien que la Maison-Blanche ait fait savoir qu'elle n'était pas favorable à la reconduction des sanctions. Selon Nehrouz Nemat, porte-parole de la présidence du Parlement iranien, cité hier par la télévision publique, une proposition de loi demandant le retour «aux conditions initiales» d'enrichissement d'uranium sera déposée aujourd'hui. Les sénateurs républicains, majoritaires, pourraient ainsi saper le travail de longue haleine du président Obama. Donald Trump a d'ailleurs promis durant sa campagne présidentielle de «défaire» tout ce qu'il avait fait durant ses deux mandats à la Maison-Blanche. Ainsi, le bilan du président démocrate pourrait être encore plus mince que prévu, la prochaine administration annulant chacun de ses accomplissements.

F. M.

Amérique du Sud

Le Venezuela qualifie de «coup d'État» sa mise à l'écart du Mercosur

Le Venezuela a qualifié vendredi de «coup d'État» et d'«agression» sa mise à l'écart du Mercosur par les autres membres du principal bloc économique sud-américain, qui reprochent notamment au gouvernement socialiste vénézuélien de ne pas respecter les valeurs démocratiques. Il s'agit de la sanction internationale la plus sévère prise jusqu'ici contre le régime de Nicolas Maduro, confronté à une grave crise.

«C'est un coup d'État à l'égard du Mercosur et une agression contre le Venezuela vraiment très grave», a déclaré la ministre vénézuélienne des Affaires étrangères, Delcy Rodríguez, au cours d'une conférence de presse à Caracas.

«Le Venezuela ne reconnaît pas cette décision prise par des fonctionnaires qui détruisent le Mercosur», avait auparavant écrit M^{me} Rodríguez sur son compte Twitter. Les ministres des Affaires étrangères du Mercosur ont officiellement confirmé vendredi à la mi-journée la suspension du Venezuela.

La veille, les quatre pays fondateurs de ce bloc régional – Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay – avaient suspendu ce pays qui avait tardivement rejoint le Mercosur, sous la présidence d'Hugo Chavez en 2012, quand le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay étaient gouvernés par des alliés.

Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, Jose Luis Cancela, a affirmé vendredi à des journalistes que «le Venezuela pourrait rester membre du Mercosur, mais sans droit de vote». Il a ajouté, cependant, que cette position n'était pas partagée par les autres membres du marché commun sud-américain.

Cette brusque montée des tensions entre le gouvernement bolivarien de M. Maduro et ses partenaires est le reflet de l'évolution du panorama politique en Amérique du Sud, où des gouvernements libéraux et de centre droit sont entre-temps arrivés au pouvoir.

Le Venezuela a ainsi depuis perdu un à un ses alliés à l'intérieur du Mercosur au sein duquel

il se trouve désormais isolé.

D'abord en Argentine, où Mauricio Macri a remporté la présidentielle fin 2015, puis au Brésil, le poids lourd diplomatique et économique de la région, où Michel Temer a remplacé fin août la présidente de gauche Dilma Rousseff, destituée par le Sénat.

Le nouveau gouvernement brésilien a fortement durci le ton, dénonçant les «dérives autoritaires» du régime de Nicolas Maduro, ses «atteintes au droit de l'homme» et la persécution de ses opposants.

Mi-décembre, l'Argentin Mauricio Macri, un des plus vifs détracteurs du président vénézuélien, doit à cet égard prendre la présidence tournante du Mercosur.

Les quatre pays fondateurs ont adressé un «courrier» au Venezuela, lui notifiant que ses droits au sein de ce marché commun fondé en 1991 étaient «suspendus», selon une source anonyme au sein du gouvernement brésilien.



Pour son second album «Amarezg-ik» (Nonchalant)

La chanteuse Taoues Arhab s'associe à Safy Boutella

■ La chanteuse d'expression kabyle Taoues Arhab et son directeur artistique Safy Boutella, son parolier Hamid Moualhi et son producteur Nadir Guendouli ont animé, jeudi soir à Tizi Ouzou, une conférence de presse pour présenter son nouvel album «Amarezg-ik» (Nonchalant).

Par Hamid Messir

Pour le grand Safy Boutella «on ne peut pas résister à la voix de Taoues Arhab» pour expliquer son choix de travailler avec cette chanteuse. Pour lui, sa voix est même exportable, défendant la décision de se passer des instruments musicaux traditionnels. De son côté, la chanteuse Taoues Arhab a confié qu'elle ne pouvait refuser une telle expérience artistique avec un spécialiste de l'envergure de Boutella, d'autant plus que son rêve est de faire sortir sa production au-delà des frontières. Pour la native d'Ath Frah dans la commune de Larbaa Nath Irathen, son but n'est pas commercial mais beaucoup plus artistique, en réponse à la question de savoir si elle ne risquait pas de perdre son public kabyle amoureux du folklore en optant



pour une musique purement moderne. Elle fait passer son désir personnel artistique avant celui de ses fans et a tenu à le souligner. S'agissant du déficit en communication autour de

cette artiste, son producteur Nadir Guendouli a reconnu cet état de fait tout en annonçant un plan visant à promouvoir déjà le nouvel album de Taoues Arhab devant sortir à la mi-mars 2017,

dont l'investissement des réseaux sociaux, multiplier les rencontres avec les médias et lancer des téléchargements de ses produits à partir de la plateforme de sa boîte de production.

Comme il sera question de concerts en Algérie et en France. Revenant au contenu de son album, dont les présents à la conférence de presse ont eu droit à des extraits, l'auteur de la célèbre chanson «A yi mawlaniw» (Mes parents) a mis l'accent aussi sur la participation de deux grands noms de la chanson kabyle à travers des duos, à savoir, Mohamed Allaoua et Rachid Kocella, en plus d'une reprise de la chanson d'El Hasnaoui «A Tihadiyin» (Les femmes). A noter que l'album de Taoues Arhab, composé de 7 chansons, est présenté par ses associés artistiques comme «une ligne claire, des mélodies fortes, des influences mondiales dans le sonorités, des textes précis et directs qui révèlent avant tout la personnalité d'une artiste qui partage les questionnements de femmes».

H. M.

7^e Fica

Un film yéménite sur le mariage forcé des filles mineures ouvre la compétition

Le long métrage de fiction «Moi, Nojoom, 10 ans, divorcée» (2014), un film de la réalisatrice yéménite Khadija Al Salami sur le mariage forcé d'une fille mineure dans son pays, a été projeté vendredi en ouverture de la compétition du 7^e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) dédié au film engagé. Projetée à la salle El Mouggar devant un public relativement nombreux, cette fiction de 96mn, adaptée d'un roman de la cinéaste et inspiré de faits réels, relate l'histoire de «Nojoom», une rurale âgée de dix ans qui a réussi à obtenir le divorce auprès d'un tribunal de la capitale du Yémen, Sanaa, après

avoir été violée et battue par son mari, membre d'une importante tribu locale. Tourné au Yémen «sans autorisation», selon sa réalisatrice qui a débattu avec le public après la projection, ce film au propos cru et à l'image très esthétique, propose de cerner une réalité sociale et culturelle dans ce pays de plus de vingt millions d'habitants et qui touche «52% de mineures dont 14% ayant moins de 14 ans», a expliqué Khadija Al Salami. A travers le récit fait à un juge des circonstances de son mariage et des affres subies par cette enfant au courage exemplaire qui a fugué de chez elle, le spectateur

découvre ainsi une société où le poids des traditions et la misère des paysans déracinés dans la grande ville favorise une pratique inhumaine qu'«aucune loi n'interdit» au Yémen. En jouant durant tout le film sur les contradictions entre le monde de l'enfance et celui de l'épouse où Nojoom a été contrainte de vivre, la cinéaste brosse un portrait des plus attachants de son personnage et réussit à faire partager aux spectateurs son combat qui finit par défrayer les médias. Khadija Al Salami, elle-même mariée de force à 9 ans, donne une profondeur supplémentaire à son film à travers le portrait nuancé du per-

sonnage du père de Nojoom, un paysan illettré, obligé de vendre ses terres après le viol de sa grande fille et qui finit par accepter de marier sa benjamine, poussé par la misère et l'ignorance. Les conséquences de l'exode des ruraux vers les villes sont également évoquées à travers d'autres réalités sociales, comme le travail des enfants, incarné par le frère de Nojoom, exploité par riche Saoudien, ou encore par le paradoxe entre les plans sublimant la campagne yéménite rocailleuse et ceux montrant les taudis des villes. Très réceptif aux propos du film et à son esthétique, le public de la salle El Mouggar a pour sa

part longuement applaudi la cinéaste, tout en la félicitant pour «son courage». Cette adhésion du public était également manifestée dans la décision d'une bonne partie de celui-ci de rester voir le film malgré des «problèmes techniques» liés à la sonorisation et qui ont retardé d'une heure le début de la projection. «Moi, Nojoom, 10 ans, divorcée» sera projeté une seconde fois samedi à 17h00 à la Cinémathèque d'Alger en présence de la réalisatrice. 17 films (8 fictions et 9 documentaires) sont en compétition dans ce 7^e Fica qui se poursuit jusqu'au 8 décembre.

Adéla S./APS

Festival international de musique symphonique

L'Espagne, l'Autriche et la France séduisent le public algérois

Les spectacles de musique, hauts en couleur et aux formes différentes, rendus par l'Espagne, l'Autriche et la France, ont conquis vendredi soir le public algérois, venu en sur-nombre à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih. Le 8^e Festival culturel international de musique symphonique (FCIMS), ouvert le 30 novembre dernier, aura connu une de ses plus belles soirées avec l'affluence nombreuse du public, venu en nombre important apprécier la variété des répertoires présentés dans les genres baroque, classique et romantique. Le grand espace de la salle n'aura pas suffi à contenir l'ensemble des mélomanes, allant jusqu'à occuper les allées servant à leurs déplacements pendant qu'une partie d'entre eux s'est confrontée à la fermeture, par les employés préposés à

l'accueil, des accès menant vers ce qui devait être leur «petit bonheur du jour». Le trio espagnol «La Ritirata», composé de son fondateur et chef d'orchestre Josetxu Obregon au violoncelle, Pablo Zapico à la guitare baroque et David Mayoral à la percussion, a étalé une dizaine de pièces dans les genres baroque et classique, séduisant le public, dans un silence religieux et une ambiance feutrée. Dans une orchestration exécutée en sourdine, des airs dessinés par des accords harmonieux joués en arpège, soutenus par les notes basses du violoncelle et une percussion aux rythmes ternaires, ont plongé l'assistance dans des atmosphères conviviales. Parmi les grands compositeurs du XVII^e siècle brillamment repris par le trio, Giovanni Battista Vitali (1632-1692), Domenico

Gabrielli (1659-1690), Gaspar Sanz (1640-1710), Santiago de Murcia (1673-1739) et Antonio Caldara (1670-1736). Epoustouffants de virtuosité et de maîtrise de l'instrument, les cinq musiciens autrichiens du «Graser Salon Orchester» (orchestre du salon de Graz), dirigés par le violoniste Klaus Eberle, se sont surpassés de technique et de dextérité, dans une prestation livrée dans le genre «Music-Hall» où de grandes pièces du classique ont été dispensées, le temps d'un soir, de l'attitude et la rigueur académiques. Accompagnant leur jeu par de légères chorégraphies synchronisées, l'ensemble autrichien de cordes a étalé entre autres pièces, «Parade du printemps» (pot-pourri de l'opérette) de Robert Stolz (1880-1975) et «Le thème de Tara» de Max Steiner (1888-1971). Invité d'hon-

neur du festival, la France est apparue avec «L'Orchestre de l'Opéra de Massy» (Essonne-sud de Paris) dirigé par Constantin Rouits et composé de sept instrumentistes dont quatre musiciens et les voix d'Estelle Béréau (soprano), Héléne Dalalande (mezzo-soprano), Rémy Poulakis (ténor) et Marc Souchet (baryton). L'ensemble français dont l'un des objectifs est de répandre la musique classique dans les quartiers en y multipliant les concerts, a choisi de présenter un répertoire d'une vingtaine de pièces de très courte durée, dans les registres lyrique et symphonique. Des œuvres de grands compositeurs de musique classique ont été rendues par les concertistes avec un professionnalisme empreint de rigueur académique, les pièces de Maurice Ravel (1875-

1937), Gabriel Fauré (1845-1924) et Francis Poulenc (1963) notamment. Le public de l'Opéra d'Alger a savouré chaque instant de la soirée dans l'allégresse et la volupté, applaudissant longtemps les concertistes des trois formations, en présence des ambassadeurs et représentants des missions diplomatiques accréditées à Alger des pays à l'affiche de la soirée.

AGENDA CULTUREL

Opéra d'Alger (Ouled Fayet)

Du 30 novembre au 4 décembre :

Festival International de musique symphonique.

Musée national du Bardo Jusqu'à la fin de l'année : Exposition «L'Algérie dans la préhistoire. Recherches et découvertes récentes».

Coup-franc direct

Du bricolage, encore et toujours

Par Mahfoud M.

Le mercato vient d'être lancé mais sans avoir d'impact concret sur le terrain, puisque aucun joueur n'a été recruté par un club jusqu'à maintenant. Cela est dû, en fait, à plusieurs paramètres. Il faut savoir qu'il y a une véritable crise financière qui touche les milieux footballistiques en Algérie. Les clubs ne peuvent pas se permettre de recruter des joueurs avec de fortes sommes surtout qu'ils sont de plus en plus exigeants de nos jours. Aussi, la majorité des joueurs sont liés par contrats avec leurs clubs respectifs. Il faut savoir que celui qui souhaite s'attacher les services d'un joueur devra le payer ainsi que le club, ce qui est beaucoup pour des formations dans la tourmente ces derniers temps et qui souhaitent trouver une solution à leurs problèmes financiers. Enfin, et cela est le plus important, il n'y a pas vraiment de joueurs de qualité sur le marché. Les clubs ne forment plus comme ce fut le cas, alors que ce sont des joueurs d'expérience qui sont les plus demandés sur le marché et obstruent de ce fait la progression des jeunes qui ne peuvent se faire une place dans une équipe. Les dirigeants de ces clubs ont peur aussi de lancer des jeunes et hésitent beaucoup avant de le faire.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (11^e journée)

Le Paradou reprend le pouvoir

LE PARADOU AC a repris les commandes de la Ligue 2 Mobilis vendredi, en battant l'AS Khroub (3-1) pour le compte de la 11^e journée, marquée également par la défaite de l'ex-leader, la JSM Béjaïa (1-0) chez la JSM Skikda, au moment où l'ASO Chlef est allé ramener une précieuse victoire de chez le MC El Eulma (1-0). Solide leader pendant les huit premières journées, le PAC avait traversé un léger passage à vide, en concédant un nul à domicile contre l'ASM Oran (1-1) et surtout une lourde défaite chez l'Amel Boussaâda (3-0), permettant à la JSMB d'occuper seule la première place pendant les deux dernières semaines. Mais le PAC s'est bien ressaisi ce week-end et a repris les rênes. Le club de Kheireddine Zetchi a fait la différence grâce à Meziani (2'), Bouabta (13') et Benyoucef (30'), au moment où Sayah a réduit le score pour l'AS Khroub à la 55^e minute. De son côté, la JSMB a commencé par tenir bon pendant 73 minutes à Skikda avant de s'incliner devant Khadri, auteur de l'unique but de cette rencontre, concédant ainsi leur deuxième défaite de rang. L'ASO Chlef s'est également contenté d'un petit but à El Eulma pour ravir trois précieux points au MCEE. Une réalisation signée Soltani (54'), alors que Noubli avait raté un penalty pour le club eulmi à la demi-heure de jeu. L'USM Blida, autre prétendant à l'accession, a lui aussi réussi une bonne opération en battant l'Amel Boussaâda (2-1), grâce à Aïssa El Bey (14') et Rabti (32'), au moment où Chaouti avait réduit le score pour les visiteurs (45'). Dans le bas du tableau, c'est le MC Saïda qui a réussi la meilleure opération, en remportant une précieuse victoire dans la course au maintien, après sa victoire contre l'US Biskra (1-0). Un but signé Zouari à la 12^e minute permet au MCS de rejoindre son adversaire du jour au classement, ex aequo avec 14 points, au moment où les lanternes rouges GC Mascara et RC Arbaâ ont été tenus en échec à domicile, respectivement par la WA Boufarik et l'ASM Oran, avec le même score d'un but partout. Le GCM avait fait le plus dur, en ouvrant le score dès la (31') par Souakir, mais à force d'insister le WA Boufarik a réussi à égaliser par Farhi (90'+1). A Larbaâ, c'est tout le contraire qui s'est produit, puisque c'est l'ASMO qui menait dès la 17', grâce Tchiko, mais les locaux ont réussi à arracher l'égalisation grâce à Bahi, ayant surgi tel un diable à la 90' pour limiter les dégâts. Le derby CRB Aïn Fekroun - CA Bordj Bou Arréridj, pourtant très prometteur sur papier, s'est finalement soldé par un nul vierge.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT :

MCEE-ASO	0-1
CRBAF-CABBA	0-0
JSMS-JSMB	1-0
MCS-USB	1-0
PAC-ASK	3-1
USMB-ABS	2-1
RCA-ASMO	1-1
GCM-WAB	1-1

	Pts	J
1). Paradou AC	22	11
2). JSM Béjaïa	20	11
—). USM Blida	20	11
4). ASO Chlef	19	11
5). CAB Bou Arréridj	17	11
6). ASM Oran	15	11
—). CRB Aïn Fekroun	15	11
8). US Biskra	14	11
—). JSM Skikda	14	11
—). MC Saïda	14	11
11). AS Khroub	13	11
—). Amel Boussaâda	13	11
—). WA Boufarik	13	11
14). MC El Eulma	07	11
15). GC Mascara	06	11
16). RC Arbaâ	04	11

Ligue 1 Mobilis (13^e journée) Le MCA et l'USMA, côte à côte

Le Mouloudia Club d'Alger a réussi à rejoindre l'USM Alger en tête du classement de la Ligue 1 Mobilis après sa victoire sur le RC Relizane (2-0), vendredi soir pour le compte de la 13^e journée, ayant vu l'USM El Harrach et le CR Belouizdad se neutraliser (1-1), au moment où l'ES Sétif s'est largement imposée (4-2) face au MO Béjaïa, compliquant davantage sa situation au classement général.

Le Doyen est sur la bonne voie



Par Mahfoud M.

Après avoir souffert en première mi-temps, le Doyen a fini par ouvrir la marque en deuxième période, grâce à son capitaine Abderrahmane Hachoud, auteur d'un doublé aux 57' et 90'+5 (sp). Les hommes de Kamel Moussa renouent ainsi avec le succès après leur défaite devant le CR Belouizdad lors de la précédente journée. Les Vert et Rouge qui comptent un match en moins qu'ils disputeront contre la lanterne rouge le MO

Béjaïa ce mardi à Setif, pourraient en cas de succès s'emparer de la première place. Au stade 5-Juillet, les Harrachis étaient les premiers à trouver le chemin des filets, grâce à Dehar (24'), mais leur joie a été de courte durée, puisque le Chabab a réussi à égaliser trois minutes plus tard par Lakroum, ayant mis deux défenseurs dans le vent avant de tromper le gardien d'un tir croisé. Les Harrachis n'ont, néanmoins, pas été satisfaits de ce nul et ont contesté l'arbitrage en déclarant qu'ils avaient été privés d'un penalty après une

main dans la surface de réparation. Tout comme le MCA, l'ES Sétif a réussi une très bonne opération ce vendredi, en prenant seule la 3^e place du classement avec 22 points, mais avec un match de plus que le MC Oran, qui accueille la JS Saoura samedi, avec la possibilité de prendre seul le leadership. En cas de victoire sur la JSS, le club d'El Hamri compterait en effet 24 points, soit un de plus que les actuels co-leaders, le MC Alger et l'USM Alger, ce qui le placerait seul aux commandes de la Ligue 1 Mobilis. Jeudi, en ouverture de cette 13^e journée, le champion en titre, l'USM Alger, mal inspiré, s'était incliné (2-1) chez l'USM Bel-Abbès.

M. M.

Les résultats :	
USMBA-USMA	2-1
USMH- CRB	1-1
MCA-RCR	2-0
ESS-MOB	4-2

Al-Sadd

Hamroun joueur du mois de novembre

LE MILIEU offensif algérien d'Al-Sadd (Div.1 qatarie de football) Jugurtha Hamroun, a été désigné meilleur joueur de l'équipe du mois de novembre, à l'issue d'un vote des supporters sur le compte officiel du club sur Instagram. Le joueur âgé de 27 ans s'est distingué lors du mois précédent par ses passes décisives et un but inscrit en championnat face à Al-Wakrah (1-1) le 20 novembre. Hamroun avait été sélectionné chez l'équipe nationale des moins de 23 ans (U-23) où il avait pris notamment part au championnat d'Afrique des nations de la catégorie, disputé

au Maroc. Il compte 6 sélections pour deux buts marqués. Son compatriote à Al-Sadd, l'international Baghdad Bounedjah, avait reçu la même distinction pour les mois de septembre et octobre. Al-Sadd a enregistré le départ de l'ancien latéral gauche international algérien Nadir Belhadj, qui vient de s'engager avec Sedan (Div. 3 française) après six ans passés avec le club qatari. Au terme de la 8^e journée, Al-Sadd pointe à la 2^e place au classement de la «Qatar Stars league» avec 18 points, soit quatre longueurs de retard sur le leader Al-Jaish.

Coupe d'Afrique des clubs champions dames de basketball

Le GSP éliminé en quart de finale

LES BASKETTEUSES algériennes du GS Pétroliers ont été éliminées en quart de finale de la Coupe d'Afrique des clubs champions, en s'inclinant face au club organisateur Ferroviario Maputo sur le score de 57 à 69, (mi-temps : 34-30), vendredi à Maputo. Les Pétrolières en tête au tableau d'affichage après les deux premiers quart-temps, ont laissé les Mozambicaines, portées par leur public, revenir au score et passer devant dans le 3^e quart-temps remporté (24-15), avant de s'imposer avec 12 points d'écart (69-57). Les deux premiers quarts de finale disputés vendredi ont vu la qualification des tenantes du titre du Deportivo de Primeiro de Agosto et l'Inter Club d'Angola, en s'imposant respectivement devant Kenya Ports Authority (72-40), et l'Athletic Politecnica du Mozambique (62-33). Le dernier quart de finale se joue actuellement entre le FAP du Cameroun et First Bank du Nigeria.

Schalke 04 Bentaleb joueur du mois d'octobre

L'INTERNATIONAL algérien de Schalke 04, Nabil Bentaleb, a été élu joueur du club du mois d'octobre, a indiqué le site officiel de l'équipe allemande de football de première division. Au club allemand depuis cet été en provenance de Tottenham, le milieu de terrain algérien a réalisé une excellente entame de saison en s'imposant comme titulaire indiscutable. «Je suis très fier de cette distinction», a-t-il déclaré après avoir reçu sa distinction. Bentaleb (22 ans) est le meilleur buteur de Schalke avec 5 réalisations, toutes compétitions confondues. Le joueur algérien tentera samedi de faire tomber le leader surprise du championnat d'Allemagne Leipzig à l'occasion de la 13^e journée.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

CAN-2017/ Algérie

Leekens mise sur «une bonne préparation»

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale d'Algérie de football, le Belge Georges Leekens, mise sur «une bonne préparation» en vue de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2017 au Gabon (14 janvier-5 février), tout en refusant de donner des garanties sur une éventuelle consécration.

«Nous allons tout faire pour préparer cette CAN comme il se doit. Je n'ai aucune garantie à donner, mais nous tâcherons de faire le maximum pour obtenir le meilleur résultat possible et permettre à tout le monde d'être fier de son équipe», a affirmé le coach national sur les ondes de Radio Algérie internationale.

Leekens, dont c'est le second passage à la tête des Verts après celui effectué en 2003, a succédé en octobre dernier au Serbe Milovan Rajevac, démissionnaire après trois mois et demi seulement passés avec les Verts.

L'ancien coach du KSC Lokeren (Div.1 belge) a entamé ses fonctions à l'occasion du déplacement face au Nigeria (défaite 3-1) le 12 novembre dernier à Uyo, dans le cadre de la 2^e journée (Gr.B) des qualifications de la Coupe du monde 2018 en Russie.

«J'ai demandé à jouer deux matchs amicaux en vue de cette CAN, chose que la Fédération algérienne (FAF) a accepté. Au cours de ces deux tests (les 7 et 10 janvier, ndlr) je vais tester certains joueurs», a expliqué Leekens.

Revenant sur le match face au Nigeria, le technicien belge nourrit quelques regrets.

«C'était un match qui est venu trop tôt pour moi, d'autant que je venais à peine d'entamer mon travail. Les joueurs ont démontré qu'ils savent jouer au football notamment en seconde période. C'est cette mentalité de gagnant que je veux voir à chaque sortie. L'équipe n'a pas été efficace devant les buts.

On est appelé à faire preuve de plus d'efficacité lors de prochains matchs», a-t-il ajouté.

Georges Leekens estime, d'autre part, que le secteur défensif, décrié par les observateurs, constitue un véritable chantier pour lui.

«Il y a un travail qui doit être fait au niveau de ce secteur. Nous allons faire en sorte d'éliminer les déchets défensifs et éviter d'offrir des cadeaux à l'adversaire comme ce fut le cas face au Nigeria. Je suis en train de suivre plusieurs défenseurs pour renforcer le groupe. Tout sera dévoilé lors de mon prochain point de presse que je vais animer dans deux semaines», a expliqué Leekens, qui a annoncé qu'il avait établi «un plan de travail qui s'étalera jusqu'à la CAN-2019 au Cameroun».

A la CAN-2017, l'Algérie évoluera dans le groupe B en compagnie de la Tunisie, du Sénégal et du Zimbabwe, domicilié à Franceville.

Les Verts entameront la compétition le 15 janvier face au Zimbabwe avant de donner la réplique à la Tunisie le 19 janvier puis au Sénégal le 23 janvier.

Kamel L.

Dans trois wilayas de l'Est

Mise en échec de tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant

DES ÉLÉMENTS des gardes-frontières ont mis en échec, vendredi, lors d'opérations distinctes à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf, des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant et saisi quatre véhicules, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée et lors d'opérations distinctes à Souk-Ahras, Tébessa et El-Tarf, des éléments des gardes-frontières ont mis en échec le 2 décembre 2016, des tentatives de contrebande d'une importante quantité de carburant s'élevant à 23452 litres et saisi quatre véhicules»,

précise la même source. Des éléments de la Gendarmerie nationale ont également «saisi à Biskra, El-Oued et Sétif, 12 720 unités de différentes boisons et 82 397 unités de produits pyrotechniques», ajoute le communiqué.

D'autre part, des détachements de l'ANP «ont arrêté à Tlemcen, Béchar, Adrar, Illizi, Mila et Tamarrasset, trente immigrants clandestins de différentes nationalités».

De même, des unités des gardes-côtes «ont déjoué à Annabades tentatives d'émigration clandestine de 98 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale», conclut le communiqué du MDN.

Mahi Y.

LA VIOLENCE ENVERS LES ENFANTS EST BANALISÉE EN ALGÉRIE



Loumis

Djalou@hotmail.com

Béjaïa

Le secteur de l'Education saigné par les départs à la retraite

■ Le départ massif des fonctionnaires à la retraite se poursuit et ceux de l'Education encore plus avec le nouveau projet du code du travail dans lequel est énoncée la suppression des retraites proportionnelle et anticipée. Ceci en dépit de l'ajournement de deux années, décidé ces derniers jours sur instruction du président de la République.

Par H. Cherfa

Ainsi, pas moins de 2 000 dossiers de départ à la retraite ont été enregistrés à Béjaïa au 31 octobre dernier, a-t-on appris. Les dépôts des dossiers se poursuivent encore, d'autant que la nouvelle loi n'entre en vigueur qu'en 2019. Les départs à la retraite ont ainsi libéré 1 670 postes, soit trois fois plus que les recrutements qui ont été effectués cette année par voie de concours le 30 avril dernier et qui sont de 591 enseignants seulement. Le personnel des corps communs et ouvriers professionnels sont aussi en déficit même après l'admission des 185 candidats qui ont postulé au concours de recrutement il y a plus d'une année et dont la liste n'a pas encore été affichée. La bonne nouvelle c'est le renouvellement des contrats ou une possible titularisation des 159 ouvriers professionnels dont les contrats avaient expiré en mai dernier, et qui n'ont pas cessé de manifester devant la direction de l'éducation pour leur réintégration et leur titularisation. L'heure est à l'évaluation du déficit afin d'éviter les situations vécues au début de l'année scolaire où une cacophonie a été enregistrée dans le secteur

à cause du déficit en personnels, notamment enseignant, dont les répercussions ne cessent de résonner encore tant que la crise n'a pas encore été endiguée en dépit des recrutements des candidats placés sur la liste d'attente du concours de recrutement organisé le 30 avril dernier. Ainsi, le déficit est enregistré surtout dans les langues étrangères : anglais, français etc. et dans les matières techniques comme la physique et

les maths. Il faut rappeler que des centaines d'établissements des trois paliers fonctionnent sans directeurs, censeurs, proviseurs et surveillants généraux et parfois sans ou peu d'adjoints d'éducation. Une réunion de travail s'est tenue dimanche dernier à la direction de l'éducation. Il était question d'arrêter le nombre de postes vacants avant la fin de l'année et ce, afin d'y remédier.

H. C.

Bac 2017

Le calendrier définitif des épreuves distribué aux lycées à partir d'aujourd'hui

LA MINISTRE de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, a affirmé, hier à Alger, que le calendrier définitif des épreuves du baccalauréat sera distribué au niveau de l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire du pays à partir d'aujourd'hui.

Dans une déclaration à la presse en marge de la rencontre nationale des directeurs des centres de distribution du manuel scolaire, M^{me} Benghebrat a fait savoir que la révision du calendrier des épreuves du baccalauréat intervient conformément à la «volonté des élèves en classes terminales», indiquant que la révision du baccalauréat se fera «progressivement».

A cet effet, la ministre a révélé le maintien des deux sujets au choix dans chaque matière avec une demi-heure pour le choix d'un sujet.

La ministre avait déclaré jeudi dernier que le nombre de matières prévues lors des examens du baccalauréat a été réduit à deux par jour et que les examens débiteront à 9h au lieu de 8h.

Il a été également décidé de prolonger la pause entre deux examens à 1h30 au lieu de 30 mn, et de réduire de 30 mn la durée de chaque examen en attendant de conformer ce dernier aux nouveaux horaires.

H. N.